

**Affirmations sans fondement en matière
de vaccination de la population fribourgeoise**

Question

La Liberté du 19 mai 2008 a rapporté les propos tenus, lors d'une conférence ayant attiré un nombreux public, par deux praticiens dont l'un est un professionnel de santé retraité et l'autre une personne ne pratiquant pas une profession de santé. Tous deux, adeptes des pratiques alternatives, dénonçaient avec virulence les méfaits des vaccinations, affirmant que « les vaccins sont la plus grande catastrophe de l'histoire de la médecine ».

Les connaissances scientifiques actuelles contredisent évidemment ces prises de position. Mais que penser du tapage organisé à cette occasion devant 400 praticiens en médecines alternatives alors que toute la population connaît les bienfaits apportés par les vaccins dans toute une série de maladies qui maintenant n'existent pratiquement plus dans notre pays. Doit-on rappeler aux plus jeunes d'entre nous les ravages de la poliomyélite au milieu du siècle passé ? Doit-on rappeler les efforts consentis par la communauté scientifique pour trouver un vaccin contre le SIDA, seule mesure efficace avec le temps pour réellement contrer ce fléau ? Doit-on rappeler la menace que représente pour l'humanité la forme humaine de la grippe aviaire que l'on ne pourra combattre que par la disponibilité d'un nouveau vaccin ? Que penser de l'épidémie de rougeole actuelle, due tout simplement à un défaut de couverture de notre population ? Et que penser de l'affirmation lue que « la rougeole est la meilleure maladie » ?

Notre loi sur la santé, à son article 76, affirme que « les pratiques alternatives ainsi que la publicité y relative peuvent être soumises à conditions ou interdites par le Conseil d'Etat lorsqu'un intérêt prépondérant de santé publique l'exige ».

En l'état, il s'agit bien d'une action de publicité pour ces pratiques puisque les auteurs de ces déclamations proposent leurs thérapies alternatives comme solution aux campagnes de vaccination de la population. D'autre part, le Conseil d'Etat ne peut ignorer l'effet amplificateur d'un tel discours face à 400 praticiens qui sont loin d'être tous des professionnels de santé.

En ce sens, j'estime qu'un intérêt prépondérant de santé publique est en jeu.

Je demande donc au Conseil d'Etat s'il a pris des mesures ou s'il compte en prendre à l'avenir si de telles campagnes de désinformation continuent de se développer ?

Le 4 juin 2008

Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a fait usage de la compétence que lui attribue l'article 76 de la loi du 16 novembre 1999 sur la santé cité par le député Buchmann et a précisé à l'article 22 al. 3 du règlement du 21 novembre 2000 concernant les fournisseurs de soins et la Commission de

surveillance que "la publicité relative aux pratiques alternatives est soumise aux mêmes règles que la publicité concernant les professionnels de la santé".

Selon les informations à disposition du Conseil d'Etat, l'auteur de l'article paru dans le quotidien "*La Liberté*" du 19 mai 2008, auquel se réfère le député Buchmann, a relaté des propos entendus au cours du "5^e Forum ASCA", manifestation organisée le 17 mai 2008 à l'Université de Fribourg sous l'égide de la Fondation pour la reconnaissance et le développement des thérapies alternatives et complémentaires (Fondation ASCA) et destinée principalement aux thérapeutes agréés par cette fondation. Le Conseil d'Etat se demande si, d'un point de vue juridique, des propos tenus lors d'une conférence destinée à un public ciblé et relatés de manière ponctuelle par la presse doivent être considérés comme publicité au sens de la loi. Cette question, à laquelle la compétence de répondre appartient aux instances judiciaires, peut toutefois rester ouverte.

D'emblée, le Conseil d'Etat tient à relever qu'il soutient entièrement la politique menée par la Confédération en matière de vaccination. Récemment encore, il a ainsi décidé d'introduire dans le canton de Fribourg le programme de vaccination contre le papillomavirus humain (HPV). Au demeurant, il n'y a guère de doute parmi les spécialistes en la matière quant à l'effet très positif de la vaccination sur la santé publique. En fait, la vaccination systématique de la population est l'une des mesures les plus importantes de santé publique, avec un rapport coût-efficacité particulièrement favorable.

Cela étant, le Conseil d'Etat estime que la liberté d'expression permet à tout un chacun, professionnel-le de santé, thérapeute ou personne privée, d'adopter une position critique par rapport aux vaccinations et de faire part de son opinion, publiquement ou dans son environnement privé. Il n'est pas inutile de rappeler que les obligations de vaccination ont été largement abandonnées en Suisse. Elles ont été remplacées par des campagnes de prévention qui misent sur l'information la plus complète et actuelle possible du public, de manière à convaincre la population de l'utilité et de l'importance de se faire vacciner, pour son bien et le bien de tous.

Le Conseil d'Etat est persuadé que la très large majorité de la population ne remet pas en question les avantages évidents des vaccinations. Il est vrai qu'une minorité non négligeable de la population adopte une position plutôt critique ou montre une certaine indifférence par rapport aux vaccinations. Le Conseil d'Etat estime toutefois qu'interdire de parole des cercles critiques ne ferait que renforcer cette minorité dans sa conviction respectivement son attitude.

Fribourg, le 19 août 2008